

et rendrons encore davantage à l'individu, dans notre pays, les droits et privilèges dont il s'est vu graduellement déposséder, et nous entendons rendre au parlement, le porte-parole élu par le peuple, les droits et privilèges qui sont à peu près complètement disparus ces quelques dernières années.

Des voix: Oh, oh.

L'hon. M. Pickersgill: Par exemple le droit à un exposé budgétaire.

M. Best: L'honorable député sait fort bien de quoi je veux parler. Le passé est indéniable.

M. Byrne: Il l'est en effet, tout à fait indéniable.

M. Best: Il existe un très grand problème; il est de la plus grande gravité. On en a peut-être trop parlé il y a juste une semaine car c'est celui de la situation de l'industrie de l'automobile. Nous comprenons que cette situation est plutôt grave. La compagnie Ford dont la principale usine de montage se trouve dans ma circonscription, à Oakville, a mis à pied environ 2,400 travailleurs, dont 1,400, justement, à Oakville.

M. Byrne: Ne dites donc pas qu'ils ont été mis à pied; dites plutôt qu'ils sont temporairement retraités.

M. Best: Soit alors, temporairement retraités. L'honorable député qui vient de parler se trouve peut-être dans une situation assez difficile. Qu'il soit donc un peu plus prudent au cours des quelques prochains mois, faute de quoi il pourra lui-même se trouver retraité pour de bon.

L'hon. M. Hees: Vous avez affaire, cette fois, à quelqu'un d'un peu trop tenace pour vous.

M. Best: Toutefois la situation de la Ford est un peu différente de celle des deux autres grandes fabriques d'automobiles. La semaine dernière, la *Chrysler* et la *General Motors* ont annoncé une interruption ou une suspension complète de la production pendant plusieurs jours, à cause d'articles parus dans les journaux, articles pourtant qui n'étaient fondés sur aucune déclaration officielle de notre gouvernement. Si je ne m'abuse, la *General Motors* a fermé toute son usine lundi et mardi de la semaine dernière, et la *Chrysler* lundi, mardi, mercredi et jeudi de la semaine dernière de même que pendant les quatre mêmes journées de cette semaine, je pense. Nous avons jugé que ces deux compagnies se montraient un peu menaçantes à l'endroit du présent gouvernement, ce qui nous a profondément désolés. La situation de la compagnie Ford, qui a une usine dans ma circonscription, était évidemment assez différente. Elle avait annoncé le congédiement

de 2,400 ouvriers avant que cette rumeur parue dans les journaux ait fait surgir un problème; elle avait déclaré à l'époque que ces congédiements étaient attribuables à une diminution évidente du nombre des ventes au Canada. A mon avis, elle a fait preuve d'un sens plus profond de ses responsabilités.

Les mesures annoncées l'autre soir par le ministre des Finances, notamment la réduction de la taxe d'accise, aideront manifestement l'industrie. J'espère qu'on pourra faire davantage à l'avenir. Je tiens cependant à revenir sur un point qu'a souligné ici, il y a une semaine exactement, le ministre du Revenu national (l'honorable M. Nowlan). Lundi soir, on a pris une mesure pour laquelle il n'existe pas de précédent et qui sera très bien accueillie par toute l'industrie de l'automobile. Le gouvernement a établi un régime nouveau en déclarant que les réductions d'impôts doivent se refléter dans les prix de l'industrie et que les vendeurs ne doivent pas subir de détriment parce qu'ils ont acheté de nouvelles voitures avant le moment où la réduction a été annoncée. A mon avis, c'est une mesure extrêmement importante, un véritable progrès dans le domaine de la taxation.

Monsieur l'Orateur, puis-je déclarer qu'il est six heures?

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. C. W. Carter (Burin-Burgeo): Monsieur l'Orateur, la liste de services améliorés mentionnée par l'honorable représentant de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), assaisonnée de sa petite citation optimiste, extraite de Browning, que le meilleur est encore à venir, et de l'autre citation qu'il a empruntée je crois au chef de notre parti et d'après laquelle nous devrions nous fixer des buts difficiles et aventureux,—je pense que telles étaient ses paroles,—m'ont encouragé à saisir cette occasion de soumettre une idée au gouvernement comme suite à la présente résolution. Je regrette que le ministre des Transports (M. Hees) ne soit pas parmi nous en ce moment, car l'idée que je vais exposer intéresse son ministère et un organisme de l'État qui fait rapport au Parlement par son intermédiaire.

Mon idée est que le bateau à bestiaux, le *Burin*, exploité par le National-Canadien pour transporter des passagers et du courrier dans le secteur de ma circonscription connue sous le nom de Baie Placentia, soit remplacé par un navire convenant un peu mieux à la dignité humaine et à l'époque où nous vivons.